

ACTION URGENTE

DES MENACES EMPÊCHENT DES MILITANTS D'ASSISTER À UNE CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE

Le 7 août, à La Leonesa, une ville isolée du nord de l'Argentine, des actes de violence et des menaces ont empêché des militants d'assister à une conférence durant laquelle un scientifique de renom devait exposer les résultats de ses recherches concernant l'impact de produits chimiques vaporisés sur les cultures de riz et de soja.

Le samedi 7 août, des militants de La Leonesa, une petite ville située dans une région de la province de Chaco, en Argentine, où la production de riz à grande échelle est très répandue, sont allés assister à une conférence qui devait être donnée par le professeur Andres Carrasco, un scientifique, chercheur à la faculté de médecine de Buenos Aires. Une délégation composée de deux députés provinciaux, d'un ancien agent des pouvoirs publics ainsi que d'habitants de Resistencia, une ville voisine, s'était également rendue à La Leonesa pour assister à la conférence. Une étude menée par Andres Carrasco, achevée en 2009, a mis en évidence les effets négatifs du glyphosate, un produit chimique fréquemment utilisé en agriculture, sur les embryons.

À son arrivée à La Leonesa, vers 16 heures, la délégation a pris la direction de l'école où Andres Carrasco devait faire son exposé. Cependant, la conférence a été suspendue car les membres de la délégation ont été attaqués par un groupe d'une centaine de personnes qui les ont menacés et passés à tabac. Depuis, une personne qui a été frappée au niveau de la colonne vertébrale a la partie inférieure du corps paralysée et une autre subit actuellement des examens neurologiques après avoir reçu des coups à la tête. L'ancien sous-secrétaire aux droits humains, Marcelo Salgado, a été frappé au visage et a perdu connaissance. Andres Carrasco et son collègue se sont enfermés dans une voiture et ont été encerclés par une partie de leurs agresseurs, qui les ont violemment menacés et ont tapé sur la voiture pendant deux heures. Des habitants ont été blessés et l'équipement vidéo d'un journaliste a été endommagé.

Des témoins de la scène ont déclaré que des responsables locaux étaient mêlés à cette attaque, de même qu'un producteur de riz de la région et les ouvriers et les agents de sécurité qui travaillent pour lui. Les témoins sont persuadés que ces personnes sont responsables de ces actes de violence, motivés par les puissants intérêts économiques qui influent sur le secteur de l'industrie agroalimentaire de la région. Bien que les autorités locales aient reçu des appels leur demandant de dépêcher des secours, la police a mis longtemps à intervenir et n'a pas envoyé suffisamment de renforts sur place pour mettre un terme aux violences.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez qu'une enquête soit menée en toute impartialité sur les actes de violence qui ont eu lieu à La Leonesa le 7 août et que tous les responsables présumés soient traduits en justice, en précisant qu'une attention particulière devrait être portée au fait que les autorités locales pourraient être à l'origine de ces violences, les avoir encouragées et/ou n'avoir rien tenté pour les prévenir ou y mettre un terme ;
- réclamez que des mesures soient prises dans les meilleurs délais pour garantir la sécurité des habitants de La Leonesa et des localités voisines ;
- exhortez les autorités locales à protéger le droit à la liberté d'expression et d'information afin de permettre aux personnes vivant dans des régions où l'industrie agro-alimentaire est particulièrement présente de rechercher, d'obtenir et de diffuser des informations, y compris sur des forums publics, sur les effets éventuels de la pulvérisation de produits chimiques sur les cultures ;



- dites que lorsqu'il existe des éléments fiables prouvant les effets néfastes sur la santé de la pulvérisation de produits chimiques agricoles, les autorités sanitaires doivent mettre en place des contrôles sanitaires et procéder à des recherches car il est de leur responsabilité de respecter le droit à la santé.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 SEPTEMBRE À :

Gouverneur de la province de Chaco :

Jorge Milton Capitanich

Gobierno del Pueblo de la Provincia del

Chaco, Marcelo T. Alvear 145

Resistencia, Chaco

CP3500, Argentine

Fax : +54 9 3722 434 202

Courrier électronique :

diego.bernachea@chaco.gov.ar

Formule d'appel : *Señor*

Gobernador, / Monsieur le

Gouverneur,

Ministre de l'Intérieur :

Cdr. Aníbal Florencio Randazzo

25 de Mayo 101/145

C1002ABC Buenos Aires

Argentine

Fax : +54 11 4345 3336

Courrier électronique :

info@mininterior.gov.ar

Formule d'appel : *Señor Ministro,* /

Monsieur le Ministre,

Copies :

Ministre fédéral de la Santé :

Dr Juan Luis Manzur

Ministro de Salud

Av. 9 de Julio 1925

Cdad. Aut. de Buenos Aires

C1073ABA

Fax : 00 54 11 4381 6075

Courrier électronique :

consultas@msal.gov.ar

Formule d'appel : *Señor Ministro,* /

Monsieur le Ministre,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MENACES EMPÊCHENT DES MILITANTS D'ASSISTER À UNE CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En avril 2009, Andres Carrasco a achevé une étude qu'il a menée pendant 15 mois sur l'impact du glyphosate, un herbicide fréquemment utilisé sur les cultures de riz et de soja. Ses recherches ont mis en lumière les effets néfastes - à des doses bien moindres que celles utilisées dans l'industrie agroalimentaire - de ce produit chimique sur la morphologie des embryons. Ces conclusions ont donné lieu à une campagne médiatique défavorable destinée à remettre en question le bien-fondé de ses découvertes, et il a reçu des menaces anonymes.

Dans certaines régions d'Argentine où l'industrie agroalimentaire est très présente et où le glyphosate est couramment utilisé, des militants, des avocats et des professionnels de la santé ont commencé à mener leurs propres recherches, répertoriant des cas de malformations de fœtus et des taux accrus de cancer dans les hôpitaux locaux. À ce jour, ces phénomènes n'ont fait l'objet d'aucune étude épidémiologique systématique de la part des autorités de l'État.

AU 173/10, AMR 13/005/2010, 12 août 2010

